WEST AFRICA EARLY WARNING & EARLY RESPONSE NETWORK

WARN Policy Brief

MAY 2018

Elections 2018 et insécurité au

MALI

DÉFIS et ENJEUX

WEST AFRICA NETWORK FOR PEACEBUILDING

BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Copy Right: WANEP© 2018

WEST AFRICA NETWORK FOR PEACEBUILDING
WARN POLICY BRIEF
MAY 2018

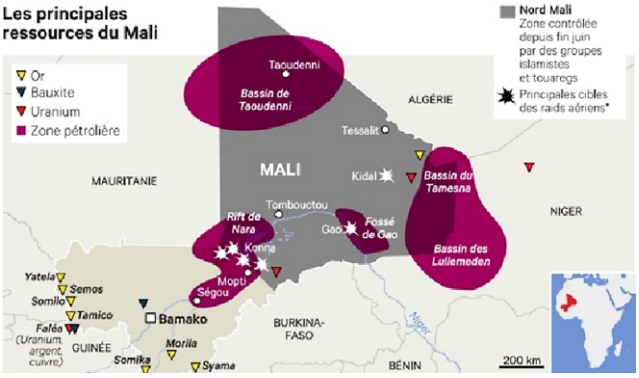
ELECTIONS 2018
et Insécurité au Mali: Défis et Enjeux

I- INTRODUCTION

''**Il n'y a pas d'autre alternative à la tenue des élections**'' telle est la conviction du gouvernement malien à travers son premier ministre qui a fait cette déclaration lors de sa tournée du 11 février 2018 dans la région de Mopti. Une déclaration de bonne volonté ? Ou un engagement ferme des plus hautes autorités à organiser une élection libre, crédible et transparente pour la présidentielle du 29 juillet 2018 ?

Le Mali traverse une crise multidimensuelle depuis bientôt six (06) ans. En rappel, le 17 Janvier 2012 les mouvements Touaregs ont attaqué de façon simultanée, les positions de l'armée malienne à Ménaka et à Aguelhok au nord du pays. C'est le début d'une rébellion qualifiée de la plus organisée de l'histoire des rébellions au Mali.

La revendication principale de ces mouvements armés portait sur l'indépendance de la zone géographique dite de l'AZAWAD. La communication médiatique des groupes rebelles a réussi à faire perdre le moral aux soldats maliens, de même que la crise Libyenne qui a doté les rebelles de moyens et de stratégies militaires relativement mieux élaborés. C'est ainsi que les massacres d'Aguelhok[1] n'ont pas été compris par le peuple et ont surtout crée un sentiment d'abandon chez les troupes maliennes engagées au nord.



Carte du Mali indiquant des ressources minières convoitées Source:https://liesidotorg.files.wordpress.com/2013/01/528511_0202498031447_web_tete.jpg

De janvier à mars 2012, la situation est allée de mal en pis, les victoires des groupes rebelles sur l'armée étaient de plus en plus nombreuses. Entre temps les mouvements indépendantistes ont noué une alliance avec les groupes terroristes d'où les échecs à répétition de l'armée malienne.

[1]http://maliactu.net/mali-lenquete-sur-le-massacre-daguelhok-4-ans-apres-les-familles-des-153-militaires-tues-toujours-dans-lattente/

West Africa Early Warning & EARLY RESPONSE Network (WARN)

The West Africa Early Warning Network (WARN) is an integral part of the West Africa Preventive Peacebuilding Program co-ordinated by the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP). Through its WARN Program, WANEP is setting the stage for a civil society-based early warning and response network in Africa with emphasis on human security.

WARN covers the entire Economic Community of West African States (ECOWAS) region .

Since 2002, WANEP entered into an agreement with ECOWAS through the signing of a Memorandum of Understanding (MOU) in the framework of capacity building in Conflict Prevention. One of the goals of this agreement is to interface WARN with the ECOWAS Early Warning Systems to optimize early warning conflict prevention in West Africa. In view of this development, WANEP has been operating a liaison office located at the ECOWAS Secretariat in Abuja, Nigeria since April 2003.

In recognition of the role and achievements of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) in Conflict Prevention and Peacebuilding in Africa, particularly in West Africa, the Economic and Social Council of the United Nations at its substantive session of 2006 granted WANEP Special Consultative Status to the UN. WANEP is therefore mandated to designate official representatives to the United Nations in New York, Geneva and Vienna to further its advocacy and outreach strategies for peace and human security.

Copy Right: WANEP© 2018

Face à cette situation, la grogne populaire est montée d'un cran et les soldats mécontents de la gestion de la crise par Bamako ont fait une mutinerie qui finira par renverser le régime démocratique d'Amadou Toumani Touré (ATT) le 22 Mars 2012, à deux mois de la fin de son mandat. Après 22 jours de règne des mutins, un pouvoir transitoire a finalement été mis en place grâce à la médiation de la CEDEAO sous la houlette de la diplomatie Burkinabè.

L'autorité transitoire a négocié la signature des accords préliminaires de Ouagadougou entre l'Etat malien et les groupes armés Touaregs afin de permettre la tenue d'élections libres et transparentes. C'est sur la base de cet accord préliminaire que les élections présidentielles des 28 juillet et 11 Août 2013 ont pu avoir lieu.

Président de la république du Mali, Son Excellence Ibrahim Boubacar Keïta (IBK)
Source : http://maliactu.net/wp-content/uploads/2017/08/IBK-discours-600x395.jpg

Le candidat Ibrahim Boubacar KEÏTA (IBK) en est sorti vainqueur avec 77,62% des suffrages exprimés, un quasi plébiscite.

Ce pouvoir fort d'une légitimité légendaire, fondée sur le pourcentage historique obtenu par le vainqueur à l'élection a conduit le processus des négociations d'Alger les 15 mai et 20 juin 2015, qui a abouti à la signature d'un accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Certains analystes estiment que ces pourparlers ont eu un démarrage tardif, du fait de la lourdeur de Bamako. Alors que l'accord[2] préliminaire de Ouagadougou préconisait un délai de 60 jours après l'investiture du Président élu pour démarrer les discussions à Alger. Bamako a attendu près d'une année avant de s'y mettre.

De la signature de l'accord pour la paix à la date d'aujourd'hui il y a eu plus de morts qu'avant la signature de cet accord. Cela s'explique par le fait que les groupes terroristes ont pris le pas sur les rebelles Touaregs indépendantistes. Ces groupes sont dirigés respectivement au nord et au centre du Mali par Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa. Si le premier est connu pour avoir été le patron de la rébellion Touareg des années 90, en revanche le second était peu connu jusqu'ici. Un troisième personnage non moins inquiétant fait de plus en plus parler de lui au nord-est du pays vers la frontière du Niger. Il s'agit d'Adnan Abou Al Saharoui qui a pactisé avec certains Peuhls « marginalisés » de la zone pour faire allégeance au groupe Etat Islamique.

Le nord est quasiment sous le contrôle des groupes terroristes. L'armée malienne avec la force Barkhane en collaboration avec les groupes armés du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) et du Groupe d'Autodéfense - Touareg Imghad et Alliés (GATIA) s'active pour s'en débarrasser avant la saison des pluies car les zones d'intervention deviennent difficiles d'accès à cette période. Au même moment, le centre est secoué par des conflits intercommunautaires[3] entre Peuhls et Dogons sous fond de terrorisme avec le Front de Libération du Macina dirigé par Amadou Koufa.

C'est dans ce contexte que le Mali s'apprête à organiser l'élection du Président de la République prévue pour le 29 juillet 2018.

La présente analyse se propose d'aborder le contexte socio-politique (II), les défis majeurs qui jalonnent le processus électoral (III), l'analyse des problèmes majeurs de l'instabilité politique (IV), les scenarii possibles pour la tenue de ces élections (V) et de faire des recommandations (VI).

[2]Accords d'Alger: https://photos.state.gov/libraries/mali/328671/peace-accord-translations/1-accord-paix-et-reconciliation-francais.pdf

[3]http://www.dw.com/fr/les-peuls-stigmatisés-au-mali/a-43412306
http://www.rfi.fr/emission/20180320-mali-gangrene-conflits-intercommunautaires
http://maliactu.net/mali-conflits-intercommunautaires-la-multitude-dassociations-suscite-t-elle-les-conflits-entre-les-communautes/

Présence de la force française Barkhane et la MINUSMA[4] au Mali
Source:http://scd.rfi.fr/sites/filesrfi/imagecache/rfi_16x9_1024_578/sites/images.rfi.fr/files/aef_image/000_gb1gh_0.jpg

II Contexte socio-politique

La crise de 2012 et le coup de force militaire qui en est sorti ont mis un coup d'arrêt à 20 années d'expérience malienne de pratique démocratique. L'ouverture démocratique de mars 1991 a mis sur la sellette un groupe d'hommes se réclamant du mouvement démocratique. Il ressort des perceptions populaires que la démocratie a tué l'outil de défense nationale. Aux dires des défenseurs de cette thèse, les démocrates maliens ont eu tort de penser qu'une démocratie est antinomique avec une armée forte. La corruption s'est alors exacerbée[5] et le secteur militaire comme tous les autres secteurs (justice, éducation, santé, commerce etc.) d'ailleurs en ont fait les frais.

De l'imaginaire populaire, ce « groupe d'hommes se réclamant du mouvement démocratique » aurait conduit le pays à la « faillite morale » ou les vertus et les valeurs aussi bien traditionnelles que légalistes n'ont plus de mise sur la scène publique et politique. Certains sont mêmes nostalgiques de la dictature militaire pour avoir, disent-ils, été déçus par l'expérience de la pratique démocratique.

A l'analyse, il apparaît que les démocrates n'ont pas été tout à fait au rendez-vous de l'Histoire, mais il faudrait relativiser cette position car certaines avancées sont à leur actifs, notamment, les libertés individuelles et un certain développement économique[6] du pays, exalté par leurs partisans.

Sous un autre angle, cette crise a provoqué une certaine prise de conscience de la jeunesse qui anime une société civile au sein de laquelle le politique n'hésite pas à y faire des incursions.

L'analyse de ce contexte socio-politique portera sur les animateurs de la scène publique (hommes politiques et acteurs de la société civile) et l'incidence de leur animation sur l'économie nationale.

a) Reconnaissance d'une nouvelle forme de société civile :

L'histoire enseigne pourtant que les acteurs de la société civile ont joué un rôle déterminant dans la lutte pour l'ouverture démocratique. Les jeunes à travers les associations estudiantines, les organisations corporatives que sont le barreau et les syndicats de travailleurs, se sont révélés fatals pour le régime de la dictature militaire du Président Moussa TRAORE.

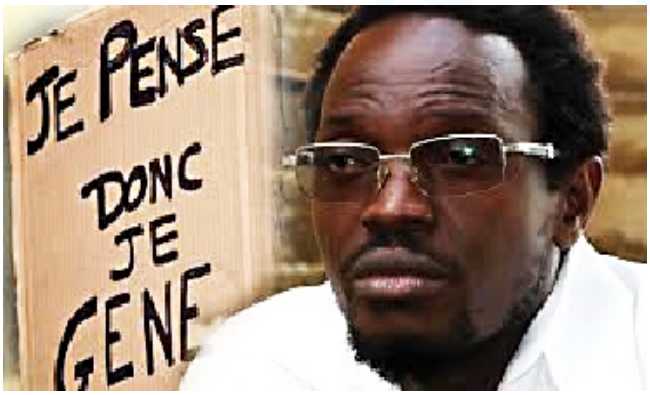
Après l'instauration du multipartisme et l'obtention des libertés fondamentales, les acteurs de la société civile ont baissé la garde.

Mais la crise de 2012 a eu le mérite de provoquer une prise de conscience collective chez une catégorie de personnes déterminées à jouer leur rôle dans le devenir du pays. De ce fait, on constate de nouvelles formes de veille ou même de protestation contre certaines pratiques politiques et administratives.

[4]Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) : https://minusma.unmissions.org/mandat-0
[5]https://niarela.net/politique/corruption/transparency-international-le-mali-au-122eme-rang-des-pays-consideres-comme-les-moins-corrompus
[6]http://malijet.com/actualite-politique-au-mali/flash-info/209226-frankaly-keita-«-le-mali-est-en-chantier-aujourd'hui-grâce-aux-r.htm

Ainsi, le grand rassemblement[7] dans le calme et la sérénité des acteurs de la société civile, lors de l'initiative gouvernementale pour réviser la loi fondamentale du pays a été un signal fort adressé aux autorités, afin de leur rappeler qu'elles doivent désormais composer avec les forces vives de la nation sur les questions d'intérêt national.

Le développement des réseaux sociaux et des médias locaux a aussi contribué à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'activistes qui participent à l'information et à la sensibilisation des populations sur les sujets majeurs de la



L'activiste Mohammed Youssouf Bathily dit Ras Bath
Source : http://www.visionguinee.info/wp-content/uploads/2017/08/Ras-Bath.jpg

b) Les tentatives de reconfiguration de la classe politique :

Le contexte actuel est caractérisé par une certaine méfiance des populations vis-à-vis des acteurs classiques de la scène politique. Une nouvelle catégorie d'acteurs publics profite de cette situation pour occuper le terrain. C'est pourquoi nous assistons à la floraison de mouvements et de de plates-formes pour soutenir tel ou tel personnage sur des bases autres que politiques. Le critère technique[8] et la capacité des hommes semblent l'emporter sur l'appartenance à un parti politique. Parmi ces personnages adulés, on dénombre d'anciens militaires, des techniciens du monde de la finance, des opérateurs économiques...

Soumaïla Cissé, chef de l'opposition malienne et président de l'Union pour la République et la démocratie (URD), principal adversaire d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en 2013.
Source : http://www.jeuneafrique.com/medias/2017/09/02/ja13082613010267-592x296-1506940854.jpg

Pour Ibrahim Boubacar Kéita[9], *« chef d'Etat au pouvoir, (qui) n'est pas encore déclaré candidat à sa succession bien qu'une centaine d'associations de sa coalition ont apporté leur soutien à sa candidature en mars dernier »*, l'enjeu[10] de remporter ce scrutin dès le vote du 29 juillet est crucial. Le bilan de son mandat est décrié par ses adversaires, notamment le chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé pour qui cette gestion du chef de l'exécutif est catastrophique.

Côté opposition[11], empêcher une victoire au premier tour est un enjeu important du scrutin. Il s'agit aussi de montrer que d'une part, l'opposition est toujours aussi vivace malgré un schisme, et d'autre part, que le régime actuel ne peut plus sortir le Mali de cette situation de stagnation.

Quant aux jeunes[12], on remarque un intérêt accru pour cette présidentielle avec des candidatures déjà déclarées. Ils revendiquent leur juste place dans l'arène publique. Une arène restée trop longtemps, selon eux, la chasse gardée des ainés.

[7] http://www.tamoudre.org/touaregs/territoire/president-ibk-revision-constitutionnelle-faits-marquants-dune-3eme-tentative-echouee/
[8] http://malijet.co/politique/1er-congres-du-parti-rpdm-la-candidature-du-dr-cheick-modibo-diarra-sollicitee-par-son-parti
[9] https://aa.com.tr/fr/afrique/mali-le-corps-électoral-convoqué-pour-la-présidentielle-du-29-juillet-/1130332?amp=1
http://www.rfi.fr/afrique/20180311-mali-president-ibrahim-boubacar-keita-candidat-elections-presidentielles
[10] http://www.jeuneafrique.com/539277/politique/presidentielle-au-mali-autour-dibk-une-coalition-en-quete-dunite/
[11] http://www.jeuneafrique.com/mag/481421/politique/mali-tiebile-oumar-soumaila-et-les-autres-les-opposants-en-route-vers-la-presidentielle/
http://www.jeuneafrique.com/532163/politique/mali-comment-lopposition-se-met-en-ordre-de-marche-pour-la-presidentielle-de-2018/
[12] http://maliactu.net/mali-elections-presidentielles-de-2018-six-potentiels-candidats-a-la-succession-dibk/

Moussa Mara, l'ex-chef du gouvernement d'IBK s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle du 29 juillet.
Source : http://www.jeuneafrique.com/medias/2016/05/09/rs53971_vf14100812070002-lpr-592x296.jpg

III Les défis majeurs qui jalonnent le processus électoral

Il apparaît à l'analyse du chronogramme[13] des élections, élaboré par le gouvernement malien les défis majeurs suivants :
D'abord, la relecture du code électoral pour corriger les insuffisances de la loi électorale avant le démarrage de la prochaine élection présidentielle prévu pour le 29 Juillet 2018. A cet effet, le Conseil des Ministres du mercredi 21 mars 2018, a procédé à l'adoption de mesures qui assureraient plus de transparence, de fiabilité et de crédibilité du processus électoral. La loi électorale en dépit des améliorations qu'elle apporte au système électoral révèle dans son application certaines difficultés et insuffisances qu'il conviendrait de prendre en charge.

Quatorze (14) innovations adoptées par le gouvernement seront soumises à l'Assemblée Nationale. Aussi le projet de loi prévoit que les électeurs qui n'auront pas la carte d'électeurs pourront voter avec la carte NINA (Numéro d'Identification Nationale) de même que la suppression du vote par anticipation des membres des Forces Armées Maliennes et de Sécurité entre autres. Malgré qu'il soit prévu par la loi, ce vote n'a jamais été mis en œuvre d'ailleurs pour plusieurs difficultés, notamment, la problématique de la sécurité des urnes, le danger lié aux décomptes du vote des militaires pour éviter de donner une tendance qui pourra influencer et déséquilibrer le jeu avant le vote des civils. Mais cette suppression posera problème.

Ensuite, certains partis politiques exigent déjà le vote avec les cartes biométriques alors que le temps imparti ne permet plus la finalisation de ce processus de cartes biométriques. Aussi, les cartes NINA qui doivent permettre aux citoyens de voter en cas de force majeure ne sont pas distribuées à hauteur de souhait dans les zones de conflits et dans certaines représentations consulaires du Mali à l'étranger. Leur disponibilité constituera également un enjeu de taille pour la suite du processus électoral.

Enfin, la gestion du temps, la question logistique et l'équation sécuritaire sont les principaux défis sur lesquels le gouvernement et l'ensemble des acteurs du processus électoral doivent travailler pour permettre la tenue d'élections libres apaisées et transparentes sur toute l'étendue du territoire national. L'armée malienne a eu des avancées non négligeables dans le centre du pays, ce qui est rassurant pour un grand nombre de populations mais le grand nord semble être oublié. Avec l'appui de la force française Barkhane et les groupes armés pro-gouvernementaux, les élections pourraient tout de même se tenir dans le nord.

Bureau de vote au Mali
Source : http://sahelien.com/wp-content/uploads/2017/11/Election.jpg

[13]Chronogramme des élections : http://maliactu.net/mali-chronogramme-de-lelection-presidentielle-la-date-limite-de-depot-des-candidatures-fixee-au-29-juin/

IV Analyse des problèmes majeurs de l'instabilité politique

Au vu de ce qui précède, assez de menaces surtout sécuritaires planent sur les élections au Mali. La mise en œuvre (en amont de cette présidentielle) des accords d'Alger suivant les différentes étapes qui y sont décrites aurait probablement permis de mitiger l'escalade des attaques qui ont fait assez de morts en ce laps de temps de 2018. De ce fait, les proches des victimes, notamment celles de l'armée malienne pourraient renouveler leur confiance aux autorités qui à leurs yeux auraient mis toute leur énergie contre cette guerre asymétrique imposée aux pays du Sahel.

Aussi un éventuel retrait de la MINUSMA à la fin de son présent mandat en juin 2018 risque de rendre la situation sécuritaire incontrôlable.

La reconfiguration de l'échiquier politique national avec un intérêt particulier de jeunes leaders pour les postes politiques représente un réel challenge tant pour le pouvoir en place que pour les opposants légendaires, si des coalitions se forment. Les populations n'ayant pas vu la situation sécuritaire du pays s'améliorer (entre autres) mais bien au contraire, pourraient être tenter de confier leur destin à ces nouveaux leaders. D'où le défi pour le potentiel candidat sortant IBK de remporter l'élection dès le scrutin du 29 juillet. Le revers d'une alternance pourrait être la capacité des jeunes leaders à maintenir la diplomatie qui a, malgré tout permis à IBK de mener son quinquennat à terme.

L'heure n'étant plus aux revendications indépendantistes des ex-rebellions, eux-mêmes confrontés à la puissance terroriste, quelle position adopteront-ils dans cette élection, vu qu'ils ne se reconnaissent pas dans le Mali actuel. Participer à cette élection reviendrait à abandonner les revendications sur ce « territoire de l'Azawad ». Il est donc plausible que les ex-rebelles Touaregs décident de se retirer du processus électoral en mettant en avant des motifs sécuritaires. Toutefois, une diplomatie[15] internationale pourrait changer les évidences pour des raisons géostratégiques.

Quant à la mise en œuvre des mesures adoptées en conseil de ministres à propos de la loi électorale, il ressort en effet que le défi du temps et surtout de la distribution des cartes d'électeurs sur l'ensemble du territoire national demeureront des challenges pour l'organe en charge.

V Les scénarii

Au vu des derniers développements de la situation sécuritaire et sociopolitique actuelle au Mali, les scenarii suivants peuvent être dégagés :

a) Scenario du meilleur cas : (peu probable)

La majeure partie des acteurs (partis politiques, groupes armés) acceptent des compromis afin de permettre la tenue d'une élection pacifique et transparente. Le processus électoral se déroule sous de bons auspices. Les résultats sont acceptés par tous. Le vainqueur de la présidentielle travaille à mettre en œuvre l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

b) Scenario du cas réaliste : (très probable)

Les élections se tiennent sur certaines parties du territoire national et non sur d'autres à cause du facteur sécuritaire et de la menace terroriste. Le président sortant IBK, candidat à cette élection est reconduit dès le scrutin du 29 juillet. Les résultats sont contestés et engendrent des manifestations sous la houlette de l'opposition. Les organes judiciaires sont saisis.

c) Scenario du pire cas : (peu probable)

Les élections ne se tiennent pas pour des raisons sécuritaires. Un pouvoir de transition est mis en place pour conduire le pays à des élections transparentes et pacifiques au Mali.

Les conflits inter communautaires s'exacerbent, en outre des attaques terroristes qui se multiplient. Les Forces Armées Maliennes (FAMA), travaillent avec le G5[16] Sahel et les autres forces internationales et réussissent à repousser les groupes terroristes.

Cette nouvelle donne permet au pouvoir de transition de mettre en œuvre le nouveau calendrier électoral.

[14]http://www.rfi.fr/afrique/20180125-mali-explosion-mine-voiture-civils-morts
http://malijet.com/actualte_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/209233-au-moins-12-civils-tues-par-des-hommes-armes-a-menaka.html
http://malijet.com/actualte_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/209231-menaka-le-msa-condamne-le-lache-assassinat-de-43-civils-de-la-co.html
[15]http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/25/l-onu-menace-le-pouvoir-malien-et-les-groupes-armes-de-sanctions_5246943_3212.html
[16]Les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/defense-et-securite/crises-et-conflits/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel/

VI- Les recommandations

a) Au gouvernement Malien :

- Œuvrer à tenir l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel et dans le respect des principes démocratiques ;
- Observer le principe de l'égalité entre les candidats, notamment l'égal accès aux médias d'Etat ;
- Créer des conditions pour permettre une expression populaire et sécurisée du scrutin sur toute l'étendue du territoire national ;
- Doter la Commission Électorale Nationale Indépendante du Mali (CENI[17]) des moyens adéquats pour mener librement et à bien leur mission ;

b) Aux partis politiques :

- Intensifier l'éducation citoyenne de leurs partisans sur la nécessité d'une compétition électorale sans violence ;
- S'engager à reconnaitre les résultats officiels ou à ne les contester que par les voies légales ;
- Respecter leurs engagements consignés dans le code de bonne conduite notamment en évitant les discours haineux et peu courtois ;
- Elever le niveau du débat politique pour la formation de la nouvelle génération de politiciens.
- S'abstenir de proclamer les résultats avant l'organe habilitée ;

c) Aux organisations de la société civile et les médias :

- Accompagner le processus électoral en contribuant à travers des débats citoyens à la tenue d'élections libres et apaisées ;
- S'impliquer activement dans le processus électoral à travers une veille citoyenne pour une transparence du scrutin ;
- S'abstenir d'être des canaux d'expression de messages de haines, d'appels à la violence... ;
- S'abstenir de proclamer les résultats avant l'organe habilitée ;

d) Aux partenaires internationaux :

- Accompagner le processus électoral à travers (entre autres) une observation électorale neutre ;
- S'impliquer dans les plaidoyers auprès des parties prenantes pour un processus électoral apaisé ;
- Soutenir financièrement et matériellement le gouvernement malien à l'organisation des élections ;
- Renouveler le mandat de la MINUSMA
- Aider à la sécurisation du pays

e) Aux forces armées et de sécurité :

- Travailler davantage à la sécurisation du pays pour permettre la tenue des élections sur toute l'étendue du territoire ;
- Rester neutres et garder son indépendance et son caractère républicain vis-à-vis des acteurs politiques et du pouvoir ;

VII La conclusion :

Le Mali a besoin de tous les fils et filles du pays, à un moment crucial ou la vie même de la nation est menacée par le terrorisme. Nul n'étant épargné il serait nécessaire que les communautés taisent leurs dissensions séculaires et travaillent à sauvegarder un environnement commun à tous.

Les différentes parties prenantes au processus électoral gagneront à « soutenir » le gouvernement malien avec l'accompagnement des partenaires internationaux[18] à l'organisation d'élections libres, transparentes et apaisées.

[17]La CENI doit organiser les élections locales et régionales en avril 2018, une présidentielle en juillet 2018, et des législatives en novembre 2018.
[18]CEDEAO, Union Africaine, Forces armées internationales...